

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

## Rapport d'évaluation

### Licence professionnelle Aquaculture durable et gestion de la qualité

- Université Savoie Mont Blanc - USMB

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

*Pour le HCERES,<sup>1</sup>*

Didier Houssin, président

---

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

<sup>1</sup> Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2014-2015

## Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Sciences Fondamentales, Terre, Environnement

Établissement déposant : Université Savoie Mont Blanc - USMB

Établissement(s) cohabilité(s) :

Créée en 2004, la licence professionnelle Protection de l'environnement, spécialité Acquaculture durable et gestion de la qualité, vise à former des professionnels capables de prendre en compte les aspects techniques, commerciaux, économiques et environnementaux d'une exploitation aquacole. Les diplômés maîtrisent des connaissances sur le milieu aquatique, sur les techniques d'élevage et sur l'impact environnemental de telles exploitations. Cette formation permet d'acquérir les compétences nécessaires pour piloter une installation aquacole en mettant sur le marché des produits économiquement viables et environnementalement responsables. La Licence professionnelle ADGQ est portée par l'UFR Sciences Fondamentales et Appliquées (SFA) pour l'Université de Savoie Mont Blanc, en partenariat fort avec un Lycée privé, l'Institut des Sciences de l'Environnement et des Territoires d'Annecy (ISETA, à Poisy 74) où ont lieu la plupart des enseignements. Outre la formation initiale, elle est ouverte en formation continue et accessible à la VAE.

## Avis du comité d'experts

Les objectifs de cette formation en termes de compétences et de métiers sont très clairement exposés. Après un recrutement à bac +2 (principalement des titulaires de BTS), la formation démarre par des cours d'harmonisation des connaissances, puis comprend l'acquisition progressive des connaissances sur les aspects environnementaux, scientifiques, règlementaires, économiques, qualitatifs et commerciaux de l'aquaculture, en parallèle à un projet tuteuré qui nécessite l'intégration et l'application des connaissances acquises. La dernière phase de la formation est le stage de fin d'études, d'une durée pouvant aller de 3 à 6 mois. L'organisation de la formation dans son ensemble (structure, enseignements, cohérence, lisibilité) est en adéquation avec ses objectifs. Cette formation apparaît portée par une communauté très investie sur l'aquaculture, tant au plan de la formation qu'à celui de la recherche appliquée, des problématiques de la profession (valorisation des produits, respect des contraintes légales) et de la demande sociétale (respect de l'environnement), ce qui la rend très pertinente.

Cette formation a été créée à l'initiative d'un Lycée agricole privée (aujourd'hui ISETA, 74), qui a développé depuis 30 ans une filière de formations en aquaculture, et d'un laboratoire d'ingénierie de l'environnement de l'USMB. La présence de plus de 13000 ha d'étangs et de rivières en région Rhône-Alpes explique l'importance de l'aquaculture dans cette région, avec le développement d'un secteur professionnel dense et bien structuré, qui participe activement à la formation (Association pour le développement de l'aquaculture et de la pêche en Rhône-Alpes, ADAPRA). La collaboration avec l'ISETA reste encore aujourd'hui essentielle. L'ISETA assure la moitié des enseignements et accueille sur son site la majeure partie des enseignements. Hormis le portage institutionnel, le partenaire universitaire contribue à la formation à travers les compétences de 2 de ses laboratoires spécialisés dans l'ingénierie de l'environnement et les hydrosystèmes (cours, stages). Cette contribution est plus modeste en ce qui concerne les enseignants-chercheurs de l'USMB (11% des enseignements) et les flux d'étudiants recrutés (3 étudiants L2 sur 83 inscrits en 5 ans), ainsi que les poursuites éventuelles en master (qui se font ailleurs en France).

Le pilotage de la formation est assuré par un binôme associant un responsable universitaire (Maître de conférences des universités, USMB) et un co-responsable (Professeur certifié, ISETA), aidé par 6 intervenants principaux, en charge de domaines spécifiques. L'équipe pédagogique est formée pour moitié (en % heures) d'ingénieurs et d'enseignants de l'ISETA; deux enseignants-chercheurs et deux chercheurs de l'USMB et de l'INRA interviennent dans la formation sur des enseignements techniques en relation directe avec leurs activités de recherche; 18 professionnels extérieurs contribuent pour 35% des enseignements à l'ensemble du processus de formation au conseil de perfectionnement. Ils représentent

bien les différents aspects de la profession : recherche-développement (IFREMER, CIRAD), ADAPRA, entreprises. L'ensemble assure à la LP une très grande crédibilité professionnelle. L'éloignement géographique entre ISETA et USMB (40 km) pose cependant des problèmes de coordination et de coût des déplacements. Cette situation contribue sans doute à ce que le responsable de la formation relève et regrette à plusieurs reprises l'insuffisante participation des enseignants de l'USMB, qu'il serait souhaitable d'augmenter.

Les effectifs de la formation sont stables autour de 15-20 étudiants. Le nombre de candidatures semble modeste (30 en 2013, seul chiffre cité). Près de 70% des inscrits viennent de BTS (notamment ISETA) et 17% de DUT. On note la très faible participation d'étudiants issus L2 (3/83 soit 4 % en 5 ans). La réussite est conforme aux attentes (de l'ordre de 90 %). L'insertion professionnelle est établie par le biais d'enquête de l'Observatoire de la Vie Etudiante et d'enquêtes internes. Les réponses concernent 80 à 100% des personnes sondées et parmi elles, un taux relativement élevé (30-40 %) est en poursuite immédiate d'études. Cette situation est anormale au vu des besoins de la profession et semble venir de l'accroissement de l'offre master dans ce domaine (un master de l'Université Montpellier II est cité à ce titre). Hors poursuite d'étude, la majorité des diplômés (90 % environ) trouve un premier emploi dans les 6 mois, dans des métiers visés par la formation, dans des PME de l'aquaculture surtout, mais aussi dans de plus grosses entreprises et des structures publiques, en France et à l'étranger (Viêt-Nam, Madagascar, Canada). Il est regrettable qu'aucune information plus précise ne soit donnée sur cette insertion : part CDI / CDD, localisation des emplois, secteurs d'activité. Ces chiffres méritent une réflexion sur l'adaptation de la formation aux emplois potentiels actuels et sur les besoins du secteur au niveau régional, national et international.

## Éléments spécifiques de la mention

<p>Place de la recherche</p>	<p>Même si la recherche n'occupe pas une place prépondérante en LP, les techniciens aquacoles doivent interroger des problématiques scientifiques et environnementales complexes (reproduction, rejets, etc.), tout en conservant une pertinence économique et qualitative à leur production. Ces enjeux font donc l'objet de recherches fondamentales et appliquées auxquelles contribuent les deux partenaires de la LP, USMB et ISETA, par leurs laboratoires, leurs réseaux nationaux et internationaux, et le développement d'une structure expérimentale en circuit fermé. La formation est ainsi enrichie des derniers développements techniques aptes à répondre aux enjeux évoqués.</p>
<p>Place de la professionnalisation</p>	<p>Les milieux professionnels interviennent fortement dans la LP, avec des niveaux de qualifications complémentaires et bien choisis. L'insertion visée est la PME, avec un profil polyvalent apte à travailler sur les problématiques de production, de management environnemental et de pertinence économique. Chaque domaine d'activité de ce profil est coordonné pédagogiquement par un enseignant. L'étudiant trouve donc des interlocuteurs appropriés selon son projet professionnel. Au total, cet aspect de la formation est organisé de façon très pertinente. On note cependant l'absence dans la maquette d'unités d'enseignement (UE) ou d'éléments d'UE spécifiquement destinés à préparer à l'insertion professionnelle. Ce point est sans doute connexe au taux élevé de poursuite d'études.</p>
<p>Place des projets et stages</p>	<p>Le projet tuteuré permet un travail collectif (groupes de 2-3 étudiants) qui vise à l'intégration des connaissances acquises pour l'analyse d'un besoin émis par une structure professionnelle. Il est encadré par un enseignant tuteur et un professionnel. Le stage professionnel dure de 3 à 6 mois. Il faut remarquer, élément original et intéressant, la forte proportion de stages à l'étranger (35%) et outremer (11%) grâce à un bon réseau international. Le suivi de stage n'inclue pas toujours de visite sur le lieu de stage, ce qui peut conduire à un déficit de suivi et d'encadrement. Les professionnels sont impliqués dans les notations de ces deux épreuves.</p>
<p>Place de l'international</p>	<p>Cette LP a un recrutement national, mais elle dispose d'un important réseau de partenaires (entreprises et instituts) outremer et à l'étranger, qui lui permet de proposer chaque année 40% de stages hors métropole, souvent suivis d'embauches sur place. Il</p>

	s'agit là d'un point fort à relever pour cette formation.
Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite	Au cours de la période 2009-2013, 8 étudiants ont été admis en formation continue et 7 ont bénéficié de la procédure VAE. Le recrutement de cette LP repose très majoritairement sur des BTS (origine non détaillée). On note l'absence d'étudiants issus de L2 et un taux faible de DUT, ainsi qu'un nombre relativement modeste de candidatures. Le recrutement se fait sans entretien. Les effectifs inscrits semblent satisfaisants (15 à 20), avec cependant des "accidents" (8 inscrits en 2013). Il n'est pas signalé l'existence de dispositifs particuliers d'aide à la réussite.
Modalités d'enseignement et place du numérique	L'enseignement est fait de façon classique : cours, TD, TP. Les contraintes géographiques font que le numérique est peu utilisé (les enseignements ont lieu à l'ISETA principalement), mais les étudiants disposent d'un fond documentaire important pour les aider. La communication se fait par mail entre enseignants et étudiants, avec supports de cours via clef USB. La formation est accessible aux personnes en situation de handicap, et peut être aménagée sur 2 ans si besoin. (professionnels/sportifs haut niveau). Elle n'est pas ouverte à l'alternance, sans que ce point soit évoqué dans le dossier, ce qui est regrettable.
Evaluation des étudiants	Les étudiants sont évalués pour moitié en contrôle continu et moitié en contrôle terminal en 1ère session. Il est regrettable que les modalités d'évaluation, supposées être présentées en annexe, ne sont pas disponibles. La valeur des coefficients donnés à chaque UE n'est pas claire. Il ne semble pas qu'ils se traduisent en termes d'ECTS. Les jurys d'examen sont réalisés à l'issue des soutenances de stage en présence des enseignants et professionnels. Le diplôme est délivré en 1ère session lorsque l'étudiant a la moyenne à chacun des 2 semestres. Les semestres se compensent en seconde session, le diplôme étant alors obtenu lorsque la moyenne des deux semestres est $\geq 10/20$ . Il n'est pas précisé si une moyenne supérieure à 10/20 est exigée dans les UE stage + projet pour l'obtention du diplôme.
Suivi de l'acquisition des compétences	Les délais très courts entre les premières notes et le départ en stage permettent difficilement la mise en place d'un système de suivi pertinent, néanmoins des entretiens individuels sont réalisés dès les premiers signes de dérive. La remise initiale à niveau puis le projet tuteuré offrent aussi l'occasion de contacts directs et de mises au point avec les étudiants en difficulté. Il n'est pas fait mention de portefeuille de compétences, ni de livret de l'étudiant.
Suivi des diplômés	Le suivi des diplômés est réalisé par l'Observatoire de la Vie Etudiante de l'USMB et parallèlement par l'animateur de la formation environ 6 mois après l'obtention du diplôme. Le taux de retour est très bon (entre 80 et 100%). Malheureusement, les résultats de ces enquêtes ne sont que partiellement présentés. L'annexe 4 pourrait être davantage précise quant à l'analyse du devenir des diplômés à 6 mois et 2 ans, et le type d'emploi obtenu (relation avec la formation, CDI/CDD, localisation).
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	La LP a mis en place un Conseil de Perfectionnement associant 2 professionnels deux enseignants et deux représentants de l'USMB et de l'ISETA. On regrette l'absence de représentants étudiants. Ce conseil se réunit une fois par an au moment des soutenances de stages pour adapter la formation aux besoins professionnels (pas d'exemple de propositions). Les enseignements sont évalués chaque année par un questionnaire anonyme et les résultats sont transmis à l'équipe pédagogique. La formation n'a pas de procédure régulière d'autoévaluation mais fonctionne à cet égard au fil de l'eau selon les retours professionnels notamment.

# Synthèse de l'évaluation de la formation

## Points forts :

- Cursus en bonne adéquation avec les objectifs de la formation.
- Positionnement original par rapport aux autres formations nationales, dans une Région avec une importante activité aquacole.
- Forte implication des professionnels dans les enseignements, les jurys, les projets et stages et le conseil de perfectionnement.
- Bonne lisibilité professionnelle à l'international (stages et recrutements).
- Bonne insertion professionnelle des diplômés qui ne poursuivent pas leurs études.

## Points faibles :

- Manque de données précises sur les emplois occupés par les diplômés.
- Recrutement trop centré sur des titulaires de BTS, dont l'origine doit être précisée, ce qui contribue à un effectif parfois insuffisant.
- Taux de poursuite d'études trop élevé (40 %), peu de préparation à l'insertion professionnelle dans le cursus.
- Faible nombre d'intervenants universitaires.
- Eloignement géographique entre les campus des deux partenaires de la licence (40 km) : frein aux échanges entre partenaires, et coût spécifique pour la formation.

## Conclusions :

Il s'agit d'une formation originale par son positionnement unique à l'échelle nationale, à fort caractère professionnalisant grâce à l'implication de nombreux partenaires (de la Région surtout, mais aussi en France et à l'étranger) et du lycée ISETA. Si cette formation répondait, jusqu'à présent, à un besoin réel, l'analyse des recrutements (BTS surtout) et du devenir des diplômés (trop de poursuites d'études) incite cependant à s'interroger sur l'évolution des débouchés offerts à ses diplômés. Les contraintes environnementales et la concurrence des produits en provenance des pays comme le Viêt-Nam et les autres pays d'Asie ou Madagascar sont de nature à interpeller les responsables afin d'adapter la formation à l'évolution des besoins.

# Observations de l'établissement

PRÉSIDENCE

N/Réf. : PRE/DV/om/2014-15/216  
Denis VARASCHIN  
Président  
presidence@univ-savoie.fr

Mesdames, Messieurs les Membres  
du Comité d'Experts

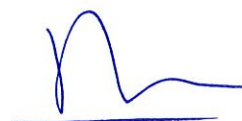
le 29 avril 2015,

Objet : Rapport d'évaluation HCERES - A2016-EV-0730858L-S3LP160010528-  
010260-RT - Licence Professionnelle AQUACULTURE DURABLE ET  
GESTION DE LA QUALITE

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur et le plaisir de vous adresser les observations formulées par l'Université Savoie Mont Blanc relatives au rapport d'évaluation émis par le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, en l'assurance de mes respectueuses salutations.



Denis VARASCHIN



## Evaluation des formations Vague A : Campagne d'évaluation 2014-2015

Intitulé de la formation : Licence professionnelle aquaculture durable et gestion de la qualité (ADGQ)

Nom du responsable : Thierry LISSOLO

### OBSERVATIONS

Le rapport d'évaluation de la LP Aquaculture durable et gestion de la qualité (ADGQ) a, de tout évidence, été rédigé par un excellent connaisseur du monde de l'aquaculture et de l'enseignement supérieur en France. L'équipe pédagogique le remercie et souscrit aux conclusions du rapport, étant elle-même consciente des points forts et des points faibles de la formation.

Elle souhaite également apporter quelques compléments factuels d'informations et des réponses aux questions du rapporteur :

- La LP ADGQ n'est pas supportée par l'UFR SFA mais par l'UFR CISM (page 3, ligne 7). Ce point peut être considéré comme un détail anecdotique car ces deux UFR ont annoncé leur souhait de fusionner.
- La faiblesse des effectifs venant des L2 sciences de la vie (ou autres formations universitaires hors BTS) est un réel problème et nous peinons à lui trouver des solutions en réponse. Les expériences de « Présentation des Licences pro » à un public de L1/L2 se sont révélées contre-productives. Il ne s'agit donc pas d'un manque d'information. La situation est paradoxale : le marché de l'emploi étant pour le moins délicat dans la France de 2015, une formation qui offre de bonnes perspectives d'emploi est perçue négativement. Pour cette formation, comme pour d'autres, un travail sur l'image et les représentations, qui dépasse l'université, devra être entrepris.
- La critique sur le trop grand nombre d'étudiants poursuivant leurs études par un Master dans le domaine de l'aquaculture est justifiée. Nous sommes désarmés face à ce phénomène, qui tient au fait que les responsables de master acceptent largement les étudiants issus de Licence pro. Ce phénomène peut être vu comme un succès des politiques de « passerelles » mises en place dans l'enseignement supérieur pour faciliter les réorientations ou, dans notre cas, l'accès à un niveau bac+5 pour des étudiants ayant eu des difficultés au niveau du bac.
- La conclusion du rapport rejoint notre réflexion pour notre projet LP ADGQ du prochain contrat quinquennal.